

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL GENERAL
DU JEUDI 2 OCTOBRE 2014**

Point 7 de l'ordre du jour. « Postulat déposé par Mme Belkiz Renklicicek (PS) concernant les études tertiaires (HES, universités, EPF) accessibles pour tous »

M. Peter Schnyder, Président. Le secrétariat communal a reçu ce postulat dans le délai prévu. Ce postulat porte sur un objet relevant de la compétence du Conseil communal. En ce qui concerne le Bureau, il a préavisé favorablement ce postulat.

M. Peter Schnyder, Président. Y a-t-il une contestation sur la recevabilité ou la qualification formelle. Tel n'est pas le cas. Nous passons à la discussion sur le fond. Je passe la parole au Conseil communal. Mme la Syndique.

Mme Erika Schnyder, Syndique. Tout d'abord, permettez-moi une remarque générale concernant les postulats. L'article 53 alinéa 2 de votre règlement stipule que :

" Les postulats ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport... "

Les postulats ne peuvent pas inciter le Conseil communal à faire quelque chose en lui donnant des directives. Cette remarque vaut pour l'ensemble des postulats.

Cela dit, pour revenir au postulat de l'encouragement aux études de Mme Renklicicek, il fait référence au pacte I de l'ONU. Sachez que d'après les rapports qui sont périodiquement faits par la Confédération, la Suisse remplit pleinement ses engagements vis-à-vis de ce pacte.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas des problèmes mais nous ne sommes pas considérés comme étant un pays rétrograde dans ce domaine.

Nous sommes conscients qu'il y a des difficultés. Du temps où j'étais moi-même étudiante, les étudiants travaillaient aussi.

Les cursus se sont sérieusement compliqués, la matière devient de plus en plus lourde et ardue. Les exigences, aussi, ont augmenté et peut-être que, maintenant, il est plus difficile pour un étudiant de concilier vie professionnelle, études et même parfois la vie familiale.

En ce qui concerne la Commune, nous avons toujours adopté une position extrêmement souple. Les étudiants, qui ont des problèmes, peuvent toujours s'adresser au Service social de la Commune et des solutions au cas par cas sont cherchées.

Si vous désirez un rapport nous le ferons mais, en tout état de cause, le rapport ne débouchera pas sur des solutions.

Nous pourrions, évidemment ensuite, étudier s'il y a lieu de mettre en place une législation spécifique, mais dans cette situation de tension économique, nous devons maintenir le cap sur la réglementation financière que nous nous sommes imposée jusqu'ici.

Avant de se lancer dans des prestations sociales, qui vont au-delà de celles que nous proposons actuellement, je demande au Conseil général de bien réfléchir aux conséquences que cela pourrait avoir.

M. Peter Schnyder, Président. La parole est à l'auteure du postulat, Mme Renklicicek.

Mme Belkiz Renklicicek, Conseillère générale.

« A ceux qui ignorent, enseignez-leur le plus de choses que vous pourrez ; la société est coupable de ne pas donner l'instruction gratis ; elle répond de la nuit qu'elle produit »

C'est une citation tirée des Misérables de Victor Hugo. C'est par ces belles paroles, que nous vous invitons à soutenir ce postulat qui tend à apporter un petit coup de pouce aux étudiants de niveau tertiaire comprenant notamment les hautes écoles, les écoles polytechniques fédérales et les universités.

Ce postulat socialiste n'exige pas un système de bourse complet et exhaustif. Il demande une aide complémentaire, à ce qui existe déjà, pour les étudiants qui sont réellement dans le besoin. Les conditions d'octroi, la forme de cette aide, ainsi que les montants à allouer, seraient à définir par le Conseil communal. Il peut s'agir par exemple, simplement, de la prise en charge de l'abonnement du bus.

Il faut également noter, premièrement, que les bourses d'études cantonales ne couvrent pas la totalité des dépenses durant la formation, et ne tiennent pas compte des primes de l'assurance maladie. Deuxièmement, les communes peuvent compléter cette aide.

Certes, beaucoup d'étudiants travaillent à côté de leurs études. Toutefois, tous ne travaillent pas pour les mêmes raisons. Certains le font pour financer leurs vacances ou un joli sac et d'autres pour subvenir à leurs besoins vitaux tels que le repas de midi ou le loyer.

Ainsi, c'est avec regret que nous constatons que les inégalités sociales face à la formation supérieure sont importantes et que beaucoup d'étudiants débutent leur vie professionnelle endettés. De plus, pour certaines filières il est difficile, aujourd'hui, de travailler à côté des études. Un grand taux d'activité constitue une réelle barrière au succès des études ou alors prolonge la durée de celles-ci. De plus, toutes les personnes présentes dans cette salle ce soir savent que les finances de la Commune se portent bien et les comptes sont bénéficiaires.

Nous vous proposons une façon intelligente d'utiliser une partie de cet argent en l'investissant dans la formation de nos jeunes. La Commune fera ainsi un des meilleurs investissements publics qui soient. C'est en tout cas moins risqué que de le confier à un gestionnaire lausannois qui investirait à l'étranger !

Si vous êtes également d'avis qu'en Suisse les difficultés financières ne doivent pas constituer un frein aux études et que vous souhaitez promouvoir l'égalité des chances, il ne vous reste plus qu'à accepter ce postulat.

En effet, j'ose espérer que ce postulat à haute valeur sociale ne soit pas rejeté pour des raisons futiles.

M. Peter Schnyder, Président. La parole est au Conseil général. Mme Mottolini.

Mme Pascale Mottolini, Conseillère générale. Le groupe PDC lors de sa séance du 23 septembre dernier a examiné avec attention le postulat « Des études tertiaires accessibles à tous ».

Nous partageons le souci d'assurer au plus grand nombre un accès aux études qu'elles soient universitaires ou des hautes écoles.

Nous soulignons les efforts, qui peuvent toujours être améliorés, du Canton pour soutenir financièrement les étudiants tout au long de leur cursus d'études.

Néanmoins, chaque université a un service social qui soutient activement les étudiants, non seulement, au niveau des études mais aussi dans d'autres domaines administratifs tels que, et la liste n'est pas exhaustive :

- Recherche d'emploi
- Prix, prêts sans intérêts, subsides cantonaux, voire de la Confédération
- Soutien financier spécial via un fond de solidarité créé par l'Université
- Réduction de la taxe d'inscription
- Dépannage financier occasionnel
- Subsides lors de frais médicaux
- Logements, socialisation
- Aides sociales diverses, démarches administratives, impôts, endettement, subsides pour les primes d'assurance maladie, problèmes personnels et familiaux, problèmes d'intégration, etc.
- Liste de Fondations privées à but non lucratif et d'œuvres d'entraide, sources d'aides financières supplémentaires, etc.

Je vous invite à consulter les sites internet des différentes universités romandes qui ont une liste particulièrement exhaustive de toutes les aides qu'elles fournissent aux étudiants.

N'oublions pas non plus les parents qui doivent et/ou peuvent apporter eux aussi une contribution financière qui n'est pas négligeable.

Nous estimons par conséquent que le filet social pour venir en aide aux étudiants est suffisamment étoffé et ne jugeons pas nécessaire de mettre à contribution notre Commune, même si nos finances sont encore bien portantes, ce d'autant plus que le domaine des subsides de formation ne relève plus de la compétence des communes depuis 2008.

Au vu de ce qui précède, nous vous invitons à rejeter ce postulat.

M. Peter Schnyder, Président. M. Schnarrenberger.

M. Loris Schnarrenberger, Conseiller général. Lors de sa séance de préparation du 25 septembre 2014, le groupe PLR a pris connaissance du postulat déposé par Mme Belkiz Renklicicek concernant les études tertiaires accessibles pour tous.

Nous proposons la non-transmission de ce postulat. En effet, nous estimons que le subventionnement des études est une tâche cantonale et non communale. Actuellement, selon le règlement sur les bourses et les prêts d'études découlant de la loi du 14 février 2008 sur le sujet, le montant des bourses cantonales pouvant être octroyées est d'un maximum de Fr. 16'000.-- par année pour le tertiaire. Ce montant nous semble parfaitement correct. Il l'est d'autant plus que, les frais d'écologie sont peu élevés dans notre pays en comparaison internationale malgré un enseignement se situant parmi les meilleurs au niveau mondial. A cette aide s'ajoute la possibilité d'obtenir un prêt remboursable de Fr. 30'000.--, ce qui permet à un étudiant de disposer d'une certaine marge.

De plus, nous estimons que le fait de travailler à côté de ses études ne représente pas forcément une barrière au succès de celles-ci, mais au contraire une certaine richesse sur le plan du développement des compétences sociales et organisationnelles des étudiants. Le succès du système de formation dual en est la preuve par lui-même.

Pour ces raisons, nous vous recommandons de ne pas transmettre ce postulat.

M. Peter Schnyder, Président. Autres interventions ? Tel n'est pas le cas. Nous passons au vote.

Celles et ceux qui approuvent la transmission au Conseil communal du postulat concernant les études tertiaires accessibles pour tous sont priés de le manifester par main levée.

Au moment du vote, 42 Conseillers généraux sont présents dans la salle.

La transmission du postulat est rejetée par 21 non, 18 oui et 3 abstentions.